

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

RPG : à la reconquête du Septentrion

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

Le directoire du Rassemblement pour le Gabon (RPG) a procédé, le week-end dernier, à l'installation des nouveaux responsables de ce parti de l'opposition dans la province du Woleu-Ntem. C'était à la faveur d'une cérémonie organisée à Oyem.

Le président du RPG, Laurent Angue Mezui, accompagné de ses prédécesseurs et de certains cadres du parti, ont, tour à tour, installé dans leurs fauteuils, le président du bureau du Conseil provincial, François Ntoutoume



Le président du RPG, Laurent Angue Mezui, installant le président du Conseil provincial RPG du Woleu-Ntem, François Ntoutoume Nze.

À charge désormais aux promus et aux militants de donner une seconde vie à leur parti.

cadre de la redynamisation des

structures de base à travers le pays. L'étape d'Oyem vient après celles de Mitzic, Minvoul, Kango, Libreville et Owendo.

Occasion pour Laurent Angue Mezui, d'exprimer l'ambition du RPG "d'occuper tous les espaces, pour les combats politiques futurs". Même si, a-t-il déploré, ce périple à travers le pays se fait dans "un contexte marqué à la fois par la crise sanitaire née de la pandémie à Covid-19, et par la modicité des moyens matériels et financiers dont dispose le parti". Cependant, M. Angue Mezui dit attendre des nouveaux responsables "plus de responsabilité et de professionnalisme,

dans l'organisation du travail et la gestion des hommes; plus d'engagement dans la défense du parti et la promotion de ses valeurs. Plus d'abnégation dans la conquête et la reconquête des espaces politiques perdus depuis des mois, voire des années". Pour sa part, le porte-parole du RPG, Constant Moto Ossene, a fait la genèse de leur formation politique qui, depuis sa création en 1990 par Paul Mba Abessole, a connu un certain nombre d'épreuves. D'où, a-t-il indiqué, ses mutations successives. À charge désormais aux promus et aux militants de donner une seconde vie à leur parti.

UPG: hommage des "Mamboundouistes" à leur mentor



Les « Mamboundouistes » lors d'une précédente sortie.

J.K.M
Libreville/Gabon

LES "Mamboundouistes", courant politique regroupant les militants et cadres de l'Union du peuple gabonais (UPG) qui revendiquent l'héritage de Pierre Mamboundou Mamboundou, ont rendu un vibrant hommage, le 15 octobre dernier, à leur président décédé le 15 octobre 2011 à Libreville. Occasion pour le leader de ce courant politique, Titus Koumba Bissielou, de revenir sur le parcours de celui qu'il a décrit comme "un homme politique irremplaçable, un homme très exigeant à la fois pour son parti et son honneur. Un homme entier, fidèle et

hors du commun qui ne transigeait jamais avec l'éthique". En s'appesantissant, au passage, sur le combat mené par Pierre Mamboundou Mamboundou sur l'introduction de la biométrie dans le processus électoral de notre pays. Un combat à l'issue heureuse qui a constitué, a-t-il précisé, "une avancée majeure du processus démocratique dans notre pays". Non sans déplorer le fait que "l'héritage politique légué par Pierre Mamboundou Mamboundou peine à résister à l'épreuve du temps".

Un héritage particulièrement lourd à assumer pour ses anciens compagnons.

Un héritage particulièrement lourd à assumer pour ses anciens compagnons. Un héritage particulièrement lourd à assumer pour ses anciens compagnons. Un héritage particulièrement lourd à assumer pour ses anciens compagnons. Un héritage particulièrement lourd à assumer pour ses anciens compagnons.

Miroir du gouvernement

Des affectations qui tardent à venir

SAUF changement de dernière minute, c'est, en principe, lundi prochain 26 octobre 2020, que se déroulera, sur toute l'étendue du territoire national, la rentrée administrative, préalable indispensable au retour des écoliers, collégiens et lycéens dans leurs établissements respectifs, le 6 novembre prochain.

À moins d'une semaine de cette échéance, les personnels en service dans l'ensemble des écoles primaires, collèges et lycées publics de notre pays ne savent toujours pas quel sera leur sort. Vu qu'à ce jour, les

affectations et mutations des personnels ne sont pas encore rendues publiques. Une situation de nature, somme toute, à perturber les proviseurs, censeurs et autres surveillants appelés à préparer, dès lundi prochain, la reprise des cours. D'autant plus que, ne sachant pas s'ils seront maintenus à leurs postes, ils ne devraient probablement pas être dans les meilleures dispositions pour assurer sereinement le retour des apprenants en classes. Sans omettre le fait qu'ils devraient endurer moult désagréments, en cas d'affectation.

Dans tous les cas, à la veille de chaque rentrée des classes, le scénario semble toujours se répéter. Comme s'il s'agissait d'une règle non écrite bien établie, les mutations de personnels de l'Éducation nationale se font toujours attendre. À telle enseigne que, c'est plusieurs semaines après le début effectif des cours, qu'interviennent les nominations, affectations et mutations des responsables d'établissements, des chargés de cours et autres agents publics dédiés à l'encadrement des élèves. Et à ce qu'il semble, cette année

encore, l'on ne devrait pas déroger à cette pratique. Qu'est-ce qui pourrait l'expliquer? Tout compte fait, c'est dire la nécessité de mettre un terme, une fois pour toutes, à cette situation. D'autant plus que, au regard du contexte sanitaire actuel, il serait judicieux que les proviseurs et autres enseignants et surveillants soient fixés sur leur sort avant la reprise des cours.

J.KOMBILE.MOUSSAVOU